

Les femmes dans l'agriculture irriguée L'expérience et les résultats du Programme Mali-Nord

1995-2010



aménagement d'un périmètre irrigué villageois à Youmaïra, secteur Bara Issa, février 2010

Dr. Barbara Rocksloh-Papendieck
Bamako, mars 2010

1 Vue d'ensemble

Pour la saison agricole de l'année 2010 environ 55.000 personnes travaillent sur 415 périmètres irrigués villageois (PIV), couvrant environ 13.000 ha. Combien d'entre elles sont des femmes?

Femmes possédant leur propre parcelle

	Secteur	PIV	Sans femmes	Avec femmes	Total bénéficiaires	Dont femmes	% femmes	Observations
1	Bara Issa	117	45	72	17.128	1.029	6,0%	dont 2 PIV de femmes
2	Diré	75	35	40	10.720	825	7,7%	dont 2 PIV de femmes
3	Rharous	30	3	27	3.650	622	17,0%	
4	Attara	34	20	14	4.060	80	2,0%	
5	Tonka	10	6	4	1.260	13	1,0%	
6	Kessou	72	57	15	9.160	206	2,2%	dont 1 PIV de femmes
	Total	338	166	172	45.978	2.775	6,0%	
	Diré	77			9.240			renseignements incomplets sur les femmes
	Total PIV	415			55.218			

Environ 2.800 femmes possèdent une parcelle, c'est-à-dire 6% des bénéficiaires, moins que les 10% ciblés par le projet.

L'analyse systématique de tous les PIV et des femmes propriétaires d'une parcelle nous a servi à observer et non pas à gérer la participation des femmes. Nous avons évité d'augmenter artificiellement la proportion de femmes sur les PIV par des actions dirigées de l'extérieur. Mais nous avons toujours souligné que les hommes et les femmes doivent avoir un accès égal à des parcelles. L'attribution réelle des parcelles se fait au niveau des groupes des bénéficiaires ou des villages.

Quel genre de femmes travaillent dans les champs ? Pourquoi la participation des femmes varie-t-elle beaucoup ? Pourquoi est-elle si élevée à Rharous ? Pourquoi est-elle si basse à Attara ? Nous poursuivrons ces questions dans le traitement des secteurs.

Au cours des dix ans, cinq PIV de femmes ont été réalisés sur lesquels travaillent sept cent femmes. Pendant toutes ces années, j'ai visité continuellement ces cinq groupements et j'ai réalisé des entretiens individuels qualitatifs avec les femmes. Un aperçu sur l'économie du ménage, les relations familiales et la vie quotidienne. De façon particulièrement intensive, à Kam et à N'Gorkou pendant sept campagnes agricoles j'ai pu connaître, à travers des discussions et des observations sur le terrain, quelles étaient les dépenses provenant des recettes de la récolte : les besoins personnels, la sécurité sociale, l'achat de bétail, etc. De là nous avons tiré des conclusions sur les PIV. C'est grâce aux PIV de femmes que la proportion des femmes dans l'agriculture irriguée a pu atteindre un pourcentage proche des 10% ciblés. Cette présentation se trouve dans la partie 7.

Du contact étroit avec les groupements de femmes dans le Gourma de Niafunké et a Douékiré est ressorti quelque chose qui n'était pas initialement attendu: une campagne efficace contre l'excision. Résultat : dans les 205 villages des quatre communau-

tés, les filles ne sont plus excisées. Sur ce thème trois documents sont déjà disponibles. L'évoquer de nouveau ici n'a pas de raison d'être.

2 femmes dans le secteur de Bara Issa

Entre 2000 et 2010 117 PIV sont réalisés dans le Bara Issa sur lesquels environ 17.000 bénéficiaires possèdent une parcelle, dont environ un millier sont des femmes (6%).

Entre 2000 et 2006, 50 PIV ont été réalisés. Sur 36 d'entre eux aucune femme ne trouve de parcelle. « Les femmes préfèrent travailler avec leur mari, c'est la coutume » (PIV Koïba). « Aucune femme ne doit participer à la redevance pour la moto-pompe » (PIV Gardiara II). "Toutes les femmes aident sur le PIV, que ce soit son mari ou son frère. » (PIV Koyom). "Dans notre culture, à Gogoré (songhaï), les femmes n'ont pas de terre." « Si le mari meurt, la parcelle ne revient pas à la femme, mais au fils ou au frère du défunt. Dans notre village, il n'y a pas de veuve sans fils ou sans frère »(président du PIV réalisé en 2003 à Gogoré).

Sur les 14 PIV restants on trouve en moyenne seulement quatre femmes parmi les bénéficiaires. La plupart sont des veuves, qui, après la mort de leur mari reprennent la parcelle. La solidarité avec les voisins, les parents et les étrangers qui ne possèdent pas de parcelle va de soi. Par parcelle (0,25 ha), les contributions volontaires, *la distribution sociale*, sont en moyenne de deux sacs de riz, ce qui correspond environ au dixième. Les veuves et les personnes seules avec enfants en bas âge sont aidées sans contrepartie. "La parcelle me permet de ne plus avoir à mendier parce que je suis une veuve et que je n'ai pas de soutien " (Djeneba Bocar, PIV Koumaira). Seule exception : les deux PIV réalisés en 2003 uniquement par les femmes à Kam et à N'Gorkou. Sans cela, le pourcentage de femmes aurait été presque nul.

A partir de 2007, l'image commence à changer. Entre 2007 et 2010 sont réalisés 65 autres PIV, sur seulement neuf d'entre eux aucune femme ne possède de parcelle. Sur les autres PIV, en moyenne onze femmes possèdent une parcelle. La proportion de femmes s'élève à 7,5%, il a triplé.

Il est intéressant d'examiner en détail des cas individuels : Sur le PIV de Koma (2008) un quart des parcelles est entre les mains des femmes. Les 35 femmes ont entre vingt et quarante ans et sont mariées. La jalousie entre coépouses a été ici la force motrice : « La plupart du temps, si l'une des deux femmes a une parcelle, la deuxième doit également en posséder une " (Nouhou Maïga). Sur le PIV de Thiyaye (2007), sur 120 bénéficiaires, on trouve 27 femmes. « Toutes les femmes qui l'ont demandé reçoivent une parcelle à leur propre nom" (président du PIV). L'organisation est ainsi : le même nombre de jours de travail pour les hommes et les femmes. A Chirfila, un lieu de Cherifs, totalement traditionalistes, sur le premier PIV 12 femmes possèdent leur propre parcelle, sur le second PIV 27 femmes. Ici l'homme dispose également de la récolte, que réalise sa femme sur sa propre parcelle. Le chef du village de Chirfila explique : « Les femmes, les enfants et les sacs de céréales sont la propriété de l'homme. Le mari doit avoir l'œil sur les trois ». Les femmes de Chirfila essayent de se libérer de cela. Elles demandent ce que nous pouvons faire pour cela. Elles aimeraient dans l'avenir disposer elles-mêmes de leur récolte. Dans un lieu de traditionalistes islamiques, c'est une révolution.

Conclusion: Trois facteurs sont responsables de la proportion croissante des femmes: la sensibilisation (la question de la participation des femmes est posée explicitement), des exemples positifs (PIV des femmes de Kam et N'Gorkou avec d'excellents rendements) et la pression qui diminue progressivement sur les PIV : les femmes peuvent entrer en jeu seulement lorsque le premier besoin des hommes comme le principal gain est assuré.

La récolte est un bien commun et sert à nourrir la famille. Presque toutes les parcelles sont (selon la division sexuelle du travail) décernées conjointement. Si la femme gère le magasin, cela est presque égal à qui appartient la terre. Plus le magasin se remplit, plus la sécurité alimentaire est assurée. C'est le principal.

Lorsque le mari gère seul le magasin, les femmes disposent seulement de leurs propres revenus, tels que de la fabrication et la vente de nattes.

3 femmes dans le secteur de Diré

Dans le secteur de Diré, l'irrigation de proximité a une plus longue histoire que partout ailleurs. Ici il y a eu, après la deuxième grande sécheresse sahélienne (1982-1985) plusieurs initiatives visant à construire des systèmes d'irrigation de proximité et à distribuer un grand nombre de motopompes. La plupart de ces PIV arrêterent de fonctionner pendant la rébellion.

Cette relance a été l'une des tâches centrales du programme d'urgence du Programme Mali-Nord entre 1996 et 1999. Les PIV concernés par cette période ont d'abord obtenu uniquement une motopompe et ont été ensuite intégrés les années suivantes dans le programme d'irrigation de proximité. Sur ces 77 PIV travaillent environ 9.000 petits exploitants. La proportion de femmes est faible, combien sont-elles exactement, nous ne le savons pas.

Plus précises sont les données sur les 75 PIV qui ont été réalisés dans le cadre de la Coopération Financière Allemande entre 2000 et 2008. Sur ceux-là travaillent 11.000 petits exploitants, dont 825 femmes (8%). Elles ne sont pas également réparties sur tous les PIV. Sur un peu moins de la moitié des PIV, aucune femme ne possède de parcelle. Sur 40 PIV, on voit des femmes en groupes allant de dix à quarante membres. Dans cette concentration, elles représentent entre 10 et 25% du groupe de bénéficiaires et cela constitue un poids. Parmi ces 800 femmes, on compte 50 veuves (6%). La majorité des femmes ont la quarantaine ou sont plus jeunes et sont mariées. Près de 7% des femmes ont fréquenté l'école. Même si la moitié d'entre elles ont abandonné l'école, c'est quand même le signe d'une société beaucoup plus moderne que dans le secteur de Rharous, où seulement 3% des femmes ont été à l'école.

Au cours des deux dernières années (2009 et 2010) 13 périmètres irrigués ont été encore réalisés dans le secteur de Diré. Parmi les quelque 2.000 nouveaux bénéficiaires, on ne trouve soudain que quelques femmes (4%) ayant leur propre parcelle sur 3 PIV. A ce qu'on dit, plusieurs groupements villageois de femmes ont décidé de mettre de côté leur propre épargne pour augmenter le poids de leur demande d'un PIV indépendant pour elles-mêmes. Certainement, c'est la conséquence de Elwalidji et Kirchamba, les deux PIV de femmes dans le secteur de Diré.

"Aujourd'hui on peut trouver une centaine de femmes sur un PIV. Cela vaut pour tout le cercle de Diré, mais surtout pour la commune de Bourem très agricole. Auparavant, les femmes ont aidé les hommes sur leurs champs. Aujourd'hui, les femmes veulent faire quelque chose pour elles-mêmes, donc avoir leur propre récolte ... Grâce aux femmes, la pauvreté diminue également. Si une femme a une parcelle, cela contribue au revenu familial. Les femmes sont plus économes. ... Quelqu'un qui a quitté Bourem il y a cinq ou six ans, ne reconnaîtrait pas l'endroit Auparavant on ne trouvait des légumes qu'à Diré. Aujourd'hui, on trouve tout aussi à Bourem. Les femmes aujourd'hui veulent même construire des maisons pour elles-mêmes. La mentalité évolue, c'est une bonne chose ". (Le maire de Bourem, Janvier 2008).



femmes de Bourem en chemin pendant la récolte, janvier 2008

Bourem est le grenier du cercle de Diré. Ici, le riz est encore battu de façon traditionnelle. Les femmes ne veulent pas abandonner cette source de revenus. "Les femmes de la grande famille," disait Feu Haiballa Touré, chef du PIV de Gabsa, « arrachent les mauvaises herbes dans les rizières sans être payées, mais elles revendiquent le droit de faire le battage et d'acquérir 10% du grain battu."

Chez les Songhaï, les coutumes varient non seulement d'un endroit à l'autre, mais elles sont souvent appliquées de manière différente dans chaque famille d'un même village. Sinam est l'un des villages où le mari gère la clé du grenier à céréales. Quand ils voyagent, certains maris donnent la clé à leur femme, d'autres font plutôt confiance à leur fils de 15 ans.

Vingt femmes avaient une parcelle sur le PIV de Timbagna (2003). Après la première récolte, trente autres femmes ont demandé à avoir leur propre parcelle, dont 18 Bel-lah et 12 Songhaï. Avoir sa propre parcelle apporte vraiment de grands changements. "On peut, sans demander au mari, acheter des vêtements, un mouton ou des tapis pour la décoration de la maison."

"Au début il y avait vingt femmes sur le PIV de Gabsa (2003) qui ont demandé une parcelle et l'ont obtenue." Après deux récoltes 25 autres femmes voulaient une parcelle. Mais la motopompe ne peut pas irriguer plus que les terres déjà utilisées.

Les associations de femmes jouent un rôle majeur dans les villages. Elles renforcent la solidarité et accordent des prêts. Sur le PIV de Dandeymé (2006) vingt femmes possèdent une parcelle. Après la récolte, chaque femme remet trois sacs dans un fonds commun. Du produit de la vente, les femmes attribuent divers prêts (jusqu'à 50.000 francs CFA = 75 €). Ceux-ci sont remboursables à la prochaine récolte en nature.

Conclusion: Dans le secteur de Diré le développement est des plus dynamiques. Ici, la croissance économique est palpable. La distance entre les communes rurales est faible. La population est presque également répartie dans tout l'espace. Il y a une offre excédentaire en main-d'œuvre bon marché, dont fait partie le dur travail physique. Le fleuve Niger et ses bras latéraux remplacent les routes manquantes. Le potentiel d'irrigation existe à peu près partout. Le marché hebdomadaire de Diré est la plaque tournante et également la marque éloquente de la croissance.

Avec l'agriculture irriguée les conditions de vie changent et avec elles les coutumes. De nouvelles opportunités s'offrent aux femmes et elles n'hésitent pas à les saisir. La pression pour le changement ne vient pas du bas, mais à partir du milieu. Il provient des femmes qui ont pu mettre quelque chose de côté.

Pas toutes les femmes sont capables de suivre ce rythme de changement. Cela conduit à des décalages remarquables : Les femmes dans le secteur le plus avancé (Bourem) insistent sur le mode le plus obsolète de battage (avec le baton), pour ne pas perdre leur part de la production.

D'un autre côté, on trouve des femmes qui ne sont plus poussées par la pauvreté, mais par le désir d'une vie de classe moyenne avec un salon et une vitrine, le désir d'indépendance qui correspondent à leur énergie, leur courage et leur habileté.

Ces femmes sont solidaires entre elles, elles se sont toujours fédérées (les associations), ont toujours eu entre elles des échanges financiers (les tontines). A cause des enfants et de la cour, elles sont, de toutes façons, moins mobiles que les hommes et de ce fait elles se retrouvent souvent ensemble. Cela convient à leurs nouvelles unions. La tendance à l'émancipation chez les femmes est évidente.



salon à Bourem, janvier 2009

4 femmes dans le secteur de Rharous

Dans le secteur Rharous sur les 3.650 personnes qui exploitent des parcelles sur une trentaine de PIV, environ 20% sont des femmes (plus de 700), sensiblement plus que dans tous les autres secteurs. L'âge moyen de la plupart des femmes mariées est de quarante ans.

Il serait erroné de supposer que la forte proportion de femmes est un signe de progrès significatifs. Le contraire est le cas. "Toujours et dans toutes les familles les hommes sont des travailleurs migrants " (PIV Samar I). Ici, la seule raison pour laquelle de nombreuses femmes accèdent aux parcelles, est le fait que les hommes migrent traditionnellement pour travailler au Ghana, en Côte-d'Ivoire, au Sénégal, ou même seulement dans la ville proche de Mopti pour travailler. A voir les revenus des PIV, les hommes ont tendance à retourner et à reprendre les parcelles eux-mêmes. Vu de plus près, cela ne provoque pas une différence dramatique parce que les revenus sont presque toujours gérés ensemble.

Un cas particulier est le village de Kanaou où 49 veuves possèdent une parcelle sur les deux PIV du village. La plupart d'entre elles sont devenues veuves au moment de la rébellion (début des années 1990). Le village a été attaqué cinq fois par les rebelles.

Les deux périmètres irrigués de Djebou I, 32 hectares (2005) et Djebou II, 40 hectares (2008) sont exclusivement exploités par des Bellah. Étonnement, on note une forte participation de femmes dans Djebou II. Les très bons résultats de la récolte du premier PIV et la forte demande ont été les raisons d'augmenter la superficie pour la population. Ici 38 femmes ont trouvé une parcelle, 33 d'entre elles sont mariées,

l'âge moyen est 38 ans. Aucune n'a fréquenté l'école. Le tour des femmes a commencé après que la demande des hommes soit satisfaite. Ce n'est pas seulement le cas ici, mais de partout.

Sur le PIV de Tourchawène (2001), dix femmes mariées dont les hommes font partie du groupe de bénéficiaires, possèdent leur propre parcelle, parce qu'elles "ont volontairement pris part aux travaux de construction". Ceci n'est pas le signe d'une estime sociale particulière pour les femmes, mais celui d'un manque de main-d'œuvre due à la migration.

Toute femme mariée bénéficie de quelque chose de la récolte. *Toukou-Toukou* est le nom de ce petit profit en riz. Pendant le battage, le sac est caché sous la paille, puis immédiatement vendu. «Les hommes», disent les femmes, «ne sont pas là pendant le battage et le remplissage des sacs de riz (sur l'aire de battage). Ils ne savent pas combien de sacs proviennent de la récolte, ils savent seulement combien de sacs vont ensuite dans le magasin. »



battage dans le secteur de Rharous, décembre 2008

"*Toukou-Toukou*" est l'une de nos coutumes." Si un homme a deux ou trois femmes, elles travaillent toutes ensemble dans le champ. Dès qu'il les laisse seules, elles partagent entre elles ce qu'elles ont mis de côté. "Seule celle qui n'a pas de mari à la maison n'a pas besoin de cacher quelque chose» (témoignage de femmes dans le secteur de Rharous).

Environ 3% des femmes ont déjà fréquenté l'école, seulement 1% ont terminé les études. Sur le PIV de Cherifen 21 femmes possèdent une parcelle. Toutes les femmes sont alphabétisées.

Conclusion: Dans le secteur de Rharous nous avons affaire à une société de travailleurs migrants. La division sexuelle du travail varie d'un endroit à l'autre, même au sein de la même ethnie. Sur les PIV les femmes coupent le grain. Cependant, dans les eaux froides des mares, seulement les hommes le font.

5 femmes dans le secteur Attara

Dans le secteur de Attara le Programme Mali-Nord a financé 34 PIV, qui atteignent le millier d'hectares aujourd'hui. Traditionnellement, dans ce milieu d'origine nomade tamashek et peulh, les femmes ne travaillent pas dans l'agriculture. Parmi les quelque 4.000 bénéficiaires, on trouve seulement 80 femmes (2%) possédant sa propre parcelle, exclusivement des veuves.

Un cinquième des bénéficiaires sont Tamashek : Bellah (12%), Touareg (5%). Parmi les 80 veuves avec leur propre parcelle, seulement 7 femmes sont Bellah et aucune n'est Touareg. Beaucoup de femmes Bellah travaillent dans les champs, mais elles ont peu de chance d'avoir leur propre parcelle. Sur les 80 femmes, trois ont fréquenté l'école, chacune pendant un an seulement.

En face de Attara se trouve le village de Bia avec 1.300 habitants: environ les trois quarts sont Sarakolé, un quart sont Bozos et quelques-uns sont Songhaï. Les périmètres irrigués ont apporté un grand changement pour les femmes de Bia. Elle se sont assurées pour elles-mêmes l'activité de transformation de riz paddy. Dans chacun des cinq quartiers du village il y a un groupement de femmes avec une cinquantaine de membres. Chaque femme travaille individuellement. Chaque femme achète, chaque semaine, entre un et cinq sacs de paddy (en moyenne trois) le jour du marché à Attara, s'occupe des différents processus de transformation (décorticage) et vend le riz une semaine plus tard au même endroit. Les femmes célibataires de Attara ont suivi entre temps cet exemple. Ainsi, les femmes couvrent plus ou moins les besoins en riz de trois communes rurales.

Plus à l'Est près de Tonka, où entre 2000 et 2008, dix PIV ont été réalisés (1% de femmes parmi les bénéficiaires), la demande des femmes à posséder leur propre parcelle augmente. La demande des hommes est cependant beaucoup plus forte. Sur le PIV de Ergna (2005), par exemple, les 160 bénéficiaires sont des hommes : «Les parcelles ont été attribuées sur demande. Les femmes ne se sont pas manifestées et n'ont pas participé aux travaux d'aménagement. Ce n'est pas dans nos habitudes. Les femmes participent, en particulier, à travers le repiquage des plants, le désherbage et la récolte. Sur le PIV de Tomba (2004) l'ensemble des 160 bénéficiaires sont également des hommes. Le PIV est situé à sept kilomètres du village et c'est trop loin pour les femmes. C'est pourquoi elles ont choisi d'exploiter un jardin maraîcher à proximité du village.

Conclusion: non seulement les veuves demandent une parcelle, mais de plus en plus les femmes mariées. Le système social (la solidarité) fonctionne : les hommes payent pour la motopompe 15 000 FCFA (22,50 €), les veuves seulement 5.000 FCFA (7,50 €). Les parcelles des femmes ont eu un rendement entre 6,4 et 7 tonnes par hectare et cela est supérieur, d'une façon significative, à la moyenne de 5,9 tonnes par hectare. Les femmes détectent pour elles-mêmes de plus en plus de nouvel-

les activités et leur propre revenu dans la transformation du riz (décorticage) et sa commercialisation. Attara est (avec Rharous) le seul secteur où les femmes n'ont demandé leur propre PIV jusqu'à présent.

6 femmes dans le secteur du Kessou

De 1996 à 2010, 72 PIV ont été aménagés dans le secteur du Kessou avec une superficie d'environ 2.300 hectares. Les femmes sont présentes dans seulement cinq PIV. 206 femmes, parmi les quelques 9.000 bénéficiaires, possèdent une parcelle. Environ la moitié sont Songhaï ou Bellah, environ la moitié sont veuves ou mariées. Ce n'est que grâce au PIV de 120 femmes à Douékiré que le secteur arrive à une participation des femmes d'un peu plus de 2%. Les raisons sont évidentes : chez les nomades, le travail de la femme dans les champs est inconnu et même peu habituel pour beaucoup d'hommes. Chez les exploitants agricoles, la demande pour une parcelle dépasse l'offre de loin et c'est pourquoi les femmes restent les mains vides. Sur l'ensemble des PIV 10% des femmes ont fréquenté l'école, chez les femmes de Douékiré ce chiffre double.

Les hommes et les femmes travaillent dans une division du travail clairement définie et toujours en groupements dans les champs. Des tâches précises reviennent automatiquement aux femmes : le repiquage des plants dans les pépinières, le désherbage, le battage et le vannage. Après la mort du mari la parcelle est au nom de la femme.

Les femmes mettent leur récolte dans le même magasin, mais séparée des sacs de leur mari. Elles disent : « ma récolte est ma propre propriété. ». Leur attitude témoigne d'une place particulière de la femme.

«Au début, nous n'avions pas prévu les femmes. La participation des femmes est de préparer le repas, de faire le désherbage et le battage du grain à la récolte. Dans notre coutume, la femme et l'homme se complètent dans le champ. Les femmes n'ont jamais eu une parcelle ou un champ à leur nom. Le fait que nous, ici à Douékiré, avons donné un PIV aux femmes, ceci est dû aux changements dans le monde ». (chef de village de Douékiré, 02.2009).

Conclusion: Dans de nombreux PIV aucune seule femme ne détient de parcelle. Pour les Peuls et les Tamashek, ceci vient des coutumes et de la vie traditionnelle nomade. Le nombre de femmes possédant sa propre parcelle augmente mais dans une faible proportion. Non seulement les veuves demandent une parcelle mais, de plus en plus, les femmes mariées. Sur les deux PIV nouvellement aménagés en 2010 on trouve 6% de femmes bénéficiaires, toutes des Songhaï, et seulement quatre veuves. A plusieurs reprises des femmes ont déclaré être plus intéressées par le maraîchage. Le Kessou est connu pour son tabac, dont la culture, la transformation et la commercialisation sont exclusivement du domaine des femmes. De nombreuses femmes souhaitent posséder des parcelles irriguées par motopompe pour le maraîchage et le tabac.

7 PIV de femmes

Nous avons rendu compte au sujet des 5 PIV de femmes (environ 180 ha), dans

deux articles, dans plusieurs nouvelles et dans « Barbara Papendiecks Blog ». Des maires et / ou chefs de village progressistes ont soutenu les femmes dans les cinq villages. Seulement à N'Gorkou les femmes ont du venir à bout de la tenacité des hommes. Malgré une forte résistance le chef de village a offert aux femmes 40 hectares pour un usage permanent.

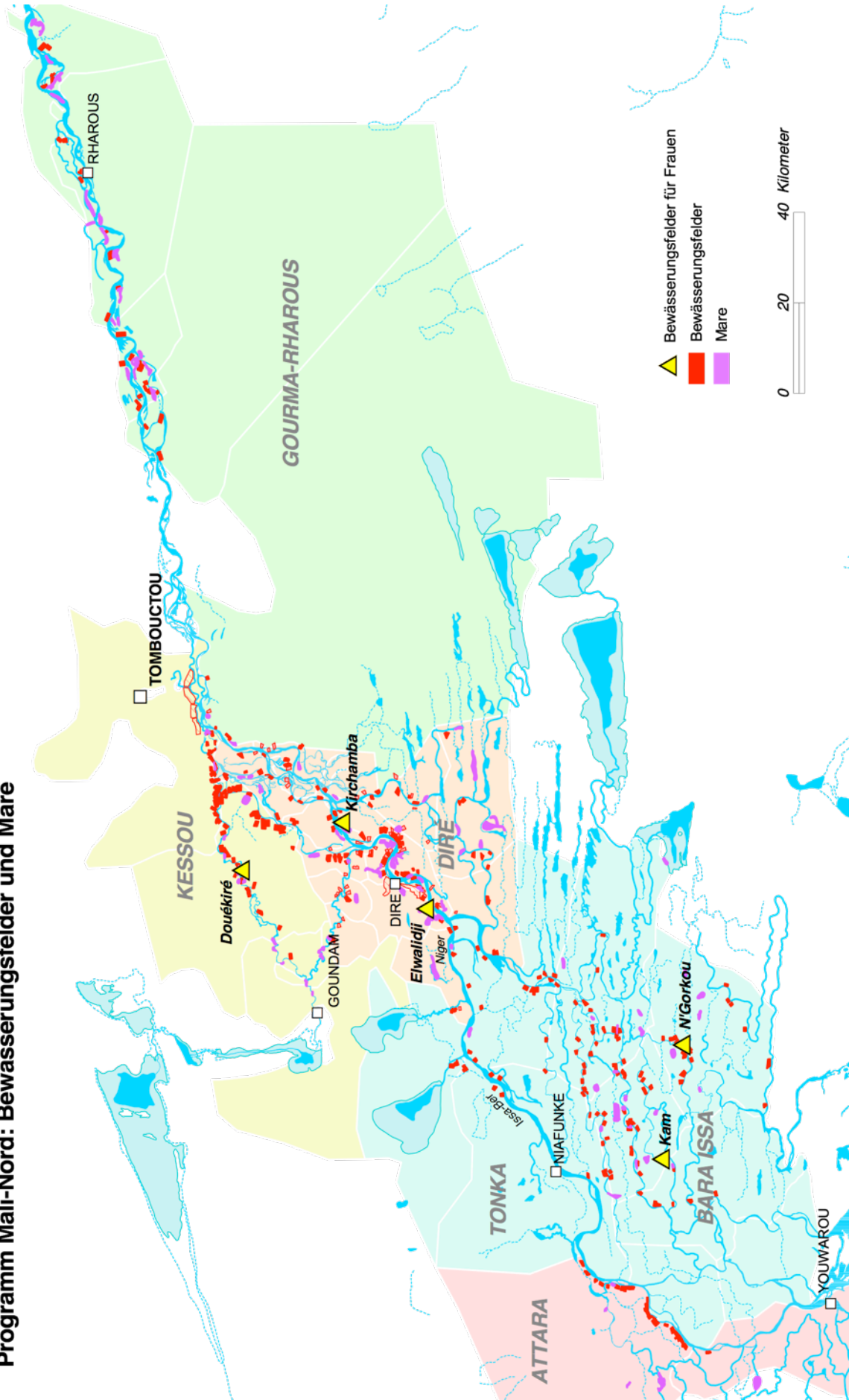


récolte de haricots au bord du PIV de riz de Elwalidji, novembre 2007

Le premier PIV de femmes a été réalisé en 2001 à Elwalidji (secteur de Diré). A l'origine 80 femmes en avaient fait la demande et elles ont commencé à cultiver du riz sur 20 hectares. Deux ans plus tard, le groupement s'était élargi à 114 femmes et la superficie du PIV avait augmenté en conséquence.

Les femmes ont été, depuis le début, particulièrement novatrices. Elles ont transformé les bords du PIV en jardins fleuris et à côté du riz de saison, elles ont cultivé, pendant la contre-saison, du blé, de l'anis et du cumin. A la fin ça devenait trop pour elles ". nous n'arrivons pas à assurer deux saisons ». Depuis 2007 elles réalisent 35 hectares de riz et rien d'autre. "

Programm Mali-Nord: Bewässerungsfelder und Mare



Au cours de la campagne agricole 2009, les femmes ont avancé, à partir de leur caisse, tous prêts confondus, pour FCFA 1,2 millions (1.800 €), ont prêté à leurs maris FCFA 2 millions pour l'achat de diesel (dont elles ont récupéré l'équivalent de 2,5 millions FCFA après la récolte). Individuellement, après la récolte, à chaque fois qu'elles le peuvent, les femmes augmentent leur cheptel : moutons et chèvres, et de préférence, en fonction des ressources, des bovins. "Je n'attends plus mon mari pour les décisions, je suis indépendante, j'ai cinq vaches» (Adele Bocar, environ 65 ans). Une autre femme a aussi cinq vaches, d'autres, entre deux et quatre vaches. Une vache coûte 100.000 FCFA (150 euros).

En 2003, trois PIV de femmes ont été réalisés : à Douékirié (secteur du Kessou), à N'Gorkou et Kam (secteur du Bara Issa). Sans des femmes particulièrement fortes comme Penda Boré à N'Gorkou (scolarisée) ou Tacko Touré à Kam (non scolarisée), les 2 PIV de 40 hectares et celui de 30 hectares n'auraient pas réussi. 280 femmes y travaillent.



Préparation du PIV de femmes à N'Gorkou, janvier 2003

Les femmes de N'Gorkou se mesurent sciemment au rendement des hommes et elles le savent : elles produisent plus que ces derniers. On ne peut pas les tromper là-dessus. Les femmes de Kam ont obtenu chaque année plus de six tonnes, sur certaines parcelles plus de sept tonnes par hectare. Les femmes de N'Gorkou ont récolté les quatre premières années (2003-2006) entre 5 et 5,5 tonnes par hectare, en 2007 et 2008, respectivement 7 et 8 tonnes par hectare. La récolte en Janvier 2010 a failli échouer: dans des lieux arides, dont fait partie le PIV des femmes de N'Gorkou, quelques parcelles individuelles ont enregistré des rendements de seulement deux à quatre tonnes par hectare.

Peu de temps après, les 120 femmes de Douékiré ont fait pousser, sur leur PIV de 25 hectares du blé au lieu du riz. L'arrivée de la crue sur le Tessakant, un affluent du Niger était trop incertaine pour elles. En plus, ces femmes cultivent du tabac et des légumes. En 2009, elles ont acheté une motopompe d'un cylindre afin d'irriguer six hectares de tabac, ainsi qu'une batteuse, les deux de marque chinoise.

La zone autour de Douékiré est connue depuis des siècles pour la culture du blé et celle du tabac. Qu'est ce qui est le plus lucratif pour les femmes: le tabac ou le blé ? La quantité en carburant et en engrais est identique pour les deux. Cependant, le tabac demande plus de travail que le blé, le tabac est récolté et transformé chaque jour pendant environ trois mois. Avec le tabac, on peut aussi gagner substantiellement plus.

Le 5^{ème} PIV de femmes a été créé en 2007 à Kirchamba dans le secteur de Diré. Là, 160 femmes ont récolté du riz et des oignons sur 40 hectares. A la 1^{ère} campagne agricole, il y a eu de gros problèmes. D'abord, la présidente est décédée subitement, peu de temps après la secrétaire du PIV est également décédée. La sage-femme, Oumou Cissé, a été élue comme présidente du PIV. Elle a été malade pendant longtemps. On a supposé que tout cela était dû à une malédiction. Entre temps, la situation s'est normalisée et les femmes ont augmenté la superficie cultivée de huit hectares.

A Ouako (secteur du Bara Issa) le Programme Mali-Nord a financé, en 2004, un PIV de 40 hectares. Parmi les 160 bénéficiaires il n'y a pas une femme. Lorsqu'on a planifié en 2007 un 2^{ème} PIV pour ce gros village, les femmes l'ont réclamé tout d'abord pour elles-mêmes. Mais, pour un tel projet, elles n'étaient pas assez bien organisées et la division au sein d'un parti politique les a séparée. Les hommes du village ont obtenu gain de cause, et les femmes ont baissé le ton. Sur les deux PIV jusqu'à ce jour, aucune femme ne possède sa propre parcelle.

Ce sont les PIV de femmes ont permis d'augmenter le pourcentage de femmes de manière significative et ont apporté des changements positifs visibles pour les femmes. Dans les PIV où elles sont propriétaires, les femmes trouvent la force de s'engager aussi comme « entrepreneurs ». Mais on ne peut pas facilement multiplier ces exemples. On ne peut pas leur imposer, cela doit venir d'elles-mêmes. Elles mettent en avant les groupements de femmes intègres et des personnalités féminines, qui sont visionnaires et stimulent le groupe. Etre scolarisé est bienvenu, c'est le cas à N'Gorkou, mais ce n'est pas une obligation, en témoigne le cas de Kam.

8 Conclusion

Si l'on voit beaucoup de femmes qui travaillent dans les PIV, et même à tous les stades, de l'aménagement du PIV à la récolte, cela ne veut pas nécessairement dire qu'un changement a eu lieu ici. La plupart des femmes travaillent ensemble avec leur mari sur la parcelle commune ou elles aident pour la récolte en contrepartie d'une rémunération. Un droit garanti à posséder sa propre parcelle est réservé aux veuves, aux femmes seules avec des enfants ou démunies.

La récolte est considérée comme un bien commun de l'homme et de la femme. Chez une femme mariée seule, c'est clair et sans problème. L'homme et la femme tra-

vaillent ensemble dans le champ. La récolte leur appartient conjointement. A partir de la seconde épouse, on commence à séparer les biens.

Dans un contexte de pauvreté, les surplus de nourriture sont distribués à l'ensemble de la famille et, finalement à qui appartient le champ n'a pas d'importance, la croissance de la sécurité alimentaire est la priorité.

Les femmes ont leur rôle dans des travaux spécifiques pendant la culture, le désherbage est une tâche spécifique aux femmes, également le battage et le vannage pendant la récolte et surtout la transformation du riz paddy. Un autre domaine spécifique aux femmes est la culture de légumes. De préférence elles sèment le gombo (okra), à savoir sur les bords humides des parcelles. Ce que les femmes récoltent ici, leur mari ne peut pas leur disputer.

Remarquables sont la force et l'obstination des femmes avec lesquelles elles font face aux grosses charges de la vie quotidienne « pauvre » en brousse. Elles font partie d'un réseau de solidarité efficace et scrupuleusement fréquenté, auquel chaque femme contribue et dans lequel chacune partage les joies et les souffrances. Les femmes traitent l'argent de façon diligente. On observe une « peur de l'argent », elles préfèrent garder l'argent pour investir dans une motopompe ou batteuse.

La solidarité mutuelle est prononcée, mais elle est aussi réglée d'une façon claire et rigide dans une égalité des droits. Les jours non effectivement travaillés dans la réalisation des PIV doivent être payés en espèces. Leurs systèmes financiers (tontines) sont transparents. Leurs épargnes sont du bétail, des chèvres, et ensuite une vache laitière. Leur environnement est restreint. Il s'agit de la famille et de la sécurité alimentaire : une vache dans la cour, un PIV de maraîchage à proximité.

Dans des endroits comme Bourem (grenier du cercle de Diré) les signes du changement sont là : la constitution d'un capital, à savoir, l'ameublement tels que des meubles à vitrine et des marmites, des couvertures, des bijoux et des vêtements. Dans ces zones, on estime que le temps des besognes physiques harassantes et sous-payées des femmes tire à sa fin. La petite irrigation s'inscrit dans ce futur.

La récolte de riz signifie la batteuse et non plus le « cauchemar » du battage (des femmes seulement). Des changements se produisent, mais pas en même temps et dans certains endroits, on rencontre des conservateurs qui persistent d'une façon difficilement compréhensible dans des travaux longtemps révolus: Dans le relativement riche Bourem, les femmes insistent sur leur droit traditionnel à battre le grain (à la main). La batteuse a pas de place pour les femmes. Le travail avec la machine est un travail masculin. Et des revenus complémentaires (les petits profits du riz) sont supprimés.

Le pouvoir public des femmes est encore peu développé. Elles ne sont pas du tout des poltronnes, mais elles défendent leur place face à la société patriarcale. La solidarité entre les femmes est frappante. Comme avantage de la polygamie, elles nomment la répartition des travaux ménagers. Par ailleurs, elles font très attention ce que la co-épouse n'ait pas le moindre avantage.

Environ 400 PIV sont réalisés dans le cadre du Programme Mali-Nord. Cinq d'entre eux sont destinés seulement aux femmes. Ils sont de ce fait gérés par des femmes.

Sur aucun autre PIV, on ne trouve une femme responsable dans la gestion, à une exception près: dans le village de Bandé, près de Koumaïra, a été créé un deuxième PIV en 2007. Sur les 160 bénéficiaires, 33 sont des femmes. Fadi Touré, environ 50 ans, est la vice-présidente du PIV et Niamoye Gabo, environ 30 ans, tient la caisse.

"Ce PIV ne peut pas être géré sans nous les femmes, nous nous sommes dits. Nous les femmes, nous connaissons les difficultés dans la famille mieux que les hommes. Nous savons les premières, s'il n'y a plus rien à manger. Nous parlons de tout ensemble et avons souvent les meilleures propositions. » Avant les greniers étaient souvent vides longtemps avant la prochaine récolte. Aujourd'hui, les habitants du village de Bandé ont à manger toute l'année. "Le nouveau riz trouve dans le grenier celui de l'année précédente."

L'exemple de Bandé fait école. Depuis deux ans, la question se pose pour un quota de femmes dans la gestion. La pression des femmes pour le changement a commencé depuis longtemps. Il vient du village même. Le Programme Mali-Nord ne pouvait pas mettre en route ce processus, mais l'encourager pleinement. Plusieurs maires observent et parlent de l'esprit d'ouverture parmi les femmes. La tendance : briser les modèles traditionnels. Au cours de la période de dix ans, le rôle des femmes a considérablement changé.

Pendant la période des récoltes sur les PIV, certaines femmes se déplacent de périmètre en périmètre pour les récoltes :

Les femmes urbaines (commerçantes) viennent sur le lieu de la récolte avec plusieurs marchandises (poissons, oignons secs, tomates, thé, sucre, habits, farine pour les beignets) qu'elles échangent avec les populations contre du riz paddy. Pour chaque article, la valeur est connue en FCFA et la conversion se fait en paddy suivant le prix du paddy pendant la récolte. Ces femmes commerçantes en tirent profit car, pendant cette période au village, la monnaie est le paddy.

On rencontre également des femmes rurales très pauvres dont les villages sont exondés (pas de site potentiel en PIV) ou dont les villages ne sont pas encadrés par le projet. Au moment des récoltes, il y a une forte migration de ces groupes de femmes sur les PIV en récolte. Exemple : femmes bellahs de Bambara Maoudé et Garnaty à Koumaïra et Saraféré. Elles constituent une main d'œuvre dans les PIV pour le transport du paddy à l'aire de battage, pour le battage du riz ou encore pour le vannage. Ces groupes de femmes, après le 1er battage, font un 2ème battage de la paille de riz pour obtenir environ, sur la paille d'une parcelle de 0,25 hectare, 3 ou 4 sawals (de 11 à 15 kg) de paddy.

Publications propres

Papendieck, Henner und Rocksloh-Papendieck, Barbara: „Frieden von oben oder von unten? Der Beitrag des Programm Mali Nord zur Überwindung der Tuareg-Rebellion“. In: E+Z Entwicklung und Zusammenarbeit (10) 1997, S. 267-269.

Papendieck, Henner und Rocksloh-Papendieck, Barbara: „Attacking the Causes of Conflict. The North Mali Programme to Ending the Tuareg Rebellion.“ In: D+C Development and Cooperation (2) 1998. S. 23 – 25.

Papendieck, Henner und Rocksloh-Papendieck, Barbara: „Vom Südrand des Azawad. Konfliktbewältigung im Norden Malis“. In: Gewaltsame Konflikte und ihre Prävention in Afrika, hrsg. v. Ulf Engel, Andreas Mehler, S. 77-102. Hamburg, (Arbeiten aus dem Institut für Afrikakunde Nr. 100) 1998.

Rocksloh-Papendieck, Barbara. Flucht und Rückkehr im Mema. Geschichte einer Tuareg Familie im Sahel/Mali. Bamako: Coopération Allemande (GTZ/KFW) Programm Mali-Nord, 1999.

Papendieck, Henner und Rocksloh-Papendieck, Barbara: „Peace and Aid: The Programme Mali-Nord and the Search for Peace in Northern Mali“. In: Healing the Wounds. Essays on the Reconstruction of Societies after War, hrsg. v. Marie-Claire Foblets, Trutz von Trotha, S. 83 – 108. Oxford, Portland Oregon: Hart, 2004.

Rocksloh-Papendieck, Barbara: „Als hätte es die Beschneidung von Mädchen nie gegeben. Drei Dörfer – drei Erfahrungen im Norden Malis“. In: Zeitschrift für Organisationsentwicklung, Heft 03, 23. Jahrgang (2004), ISSN-Nr. 0724-6110, S. 4-11.

Rocksloh-Papendieck, Barbara: Reiche Ernte. In: Chancen. Das Magazin der KfW Bankengruppe. 2004, 04/04.

Rocksloh-Papendieck, Barbara: Die Kraft der Frauen. Wie 205 Dörfer im Norden Malis die Beschneidung der Mädchen abschaffen. In: Heinrich Barth Kurier, Köln, Heft 2. 2007. S. 12–18.

Papendieck, Henner und Rocksloh-Papendieck, Barbara: 15 Jahre Programm Mali-Nord. In: e.velop das entwicklungs-magazin, 2009.

Papendieck, Henner und Rocksloh-Papendieck, Barbara: Aufbau nach dem Aufstand. Fünfzehn Jahre Programm Mali-Nord, 1994-2009. In: Heinrich Barth Kurier, Köln, Heft 1. 2010. S. 18-21.